

Collectif Première Embûche Nanterre

Sans prétendre faire la leçon, nous espérons que ces analyses nourriront les réflexions et le débat autour du Contrat Première Embauche. Le Collectif Première Embûche Nanterre est ouvert à toutes et tous : étudiant-e-s, enseignant-e-s, personnels administratifs, techniques, et tous les autres jeunes et moins jeunes. Nous attendons vos contributions à l'adresse : cpenanterre@no-log.org et vos commentaires sur www.premiereembuche.blogspot.com

LES JEUNES, CRONOS ET LE LIBERALISME

Avec le CPE ressurgissent deux antiennes. L'une sur le chômage des jeunes, l'autre sur la « guerre des générations ».

Le chômage des jeunes : depuis longtemps s'est répandue l'idée selon laquelle « un jeune sur quatre » est au chômage en France. En réalité, et fort heureusement, seul un jeune sur douze est dans cette situation. Le *taux de chômage* des 16-24 ans était de 22% en janvier 2006. Mais ce taux, comme tous les taux de chômage, est calculé en rapportant le nombre de chômeurs aux seuls *actifs*, soit en l'occurrence les jeunes qui ont un emploi et ceux qui sont au chômage. Par construction, il ne prend donc pas en compte tous ceux, soit l'écrasante majorité des jeunes, qui sont en formation (les deux tiers des 16-24 ans sont dans ce cas en France). Il y a bien presque un jeune *actif* sur quatre au chômage. Mais avec moins de 8% (un sur douze) de chômeurs parmi l'*ensemble* des jeunes de cette classe d'âge, la France se situe exactement dans la moyenne de l'Europe des 15. Le boom scolaire et universitaire, particulièrement vif au cours des trois dernières décennies dans l'hexagone – et qui résulte, en partie, de la volonté de se prémunir, par le diplôme, du risque chômage (comme quoi tout se tient...) –, explique cette situation. Comment expliquer alors la permanence de l'antienne selon laquelle « un jeune sur quatre est au chômage » ? On peut soutenir qu'une étonnante convergence de logiques opère ici. La logique de certains médias, d'une part, qui relaient d'autant plus allègrement l'antienne qu'ils sont plus souvent en quête de « scandales » (celui du chômage des jeunes en l'occurrence) que d'arguments rationnels pariant sur l'intelligence de leurs publics. La logique de certains autres qui ont parfois tendance à assombrir la situation pour mieux la dénoncer, sans comprendre qu'à agir ainsi on désarme bien plus souvent qu'on ne mobilise. La logique du gouvernement enfin qui peut paradoxalement avoir intérêt à « noircir » ce qui relève pourtant de son bilan, afin de faire, pense-t-il, passer ainsi plus aisément certaines de ses décisions. « Un jeune sur quatre est au chômage : on ne peut rester sans rien faire » : tel était déjà l'argument avancé par le gouvernement, en 1993, pour justifier le Contrat d'Insertion Professionnelle. Tel est l'argument repris par Villepin pour justifier le Contrat Première Embauche.

Trois ans après leur sortie de formation initiale, 70 % des jeunes actifs sont en CDI. Ce taux est de l'ordre de 80% pour les diplômés des 2nd et 3^{ème} cycles universitaires, mais aussi de 68% pour les titulaires d'un CAP ou BEB et de 73% pour les bacs professionnels ou technologiques. On est loin du tableau noir dressé par certains. Les difficultés d'insertion à long terme – qui se réduisent quand le chômage baisse – concernent surtout les non-qualifiés : seuls 52% sont en CDI au terme des trois ans.

La « guerre des générations » ? L'image fait florès. C'est le syndrome de Cronos : les géniteurs seraient devenus prédateurs de leur propres enfants. L. Chauvel, expert sur la

question des jeunes, indique, par exemple, à leur propos, que « *la France les a sacrifiés depuis vingt ans pour conserver son modèle social, qui profite essentiellement aux baby-boomers* » (*Le Monde* du 6 mars 2006), N. Sarkozy, on le conçoit, ne cesse de fustiger le modèle social français. Mais au fait : ce que l'on nomme le « modèle social », l'Etat social en fait - qui n'est certes pas sans défauts comme le montre la faible protection accordée aux chômeurs - n'a-t-il pas été largement remis en cause au cours des vingt dernières années ? Des réformes libérales n'ont-elles pas été appliquées, avec le succès que l'on sait, en matière de croissance, d'emploi ou d'inégalités ?

La question du « défaut de croissance » justement ? Les exégètes de la « guerre des générations » l'éluent. Pourtant, toutes les études montrent que lorsque la croissance est là, l'emploi redémarre, le chômage se réduit, le tout au bénéfice, en premier lieu, des jeunes. Entre 1997 et 2001, près de 2 millions d'emploi ont été créés en France, et le taux de chômage des jeunes est passé de 28,1 % à 18,7 %. Une réduction d'un tiers en quelques années donc. Les jeunes actifs sont plus souvent au chômage que les 30-50 ans ou les seniors, mais ils y restent moins longtemps, leur chance d'en sortir étant plus importante.

N'en déplaise aux scoliastes des *baby-boomers* dévorant leurs enfants, qui, à nouveau, noircissent la situation des jeunes comme si celle-ci n'était pas déjà suffisamment sombre, les trentenaires d'aujourd'hui ont, en moyenne, un niveau de vie plus élevé que ceux des années 1970. Seuls les non-qualifiés, massivement frappés par le chômage et la précarité comme on l'a dit, ont perdu en pouvoir d'achat.

Il y a bien creusement des écarts de revenus entre les jeunes et les baby-boomers. Mais l'essentiel est ailleurs : à l'exception des cadres dirigeants, toutes les catégories de salariés, y compris les 30-60 ans, ont vu leur condition *relative* par rapport aux propriétaires du capital, dont les revenus ont explosé, se dégrader, les plus exposés d'entre eux, les jeunes et les chômeurs, étant bien entendu les plus touchés, d'où le fameux creusement des écarts.

Les jeunes d'aujourd'hui risquent de connaître demain des conditions d'emploi encore plus dégradées et après-demain une retraite au rabais. Une « génération sacrifiée » donc. Mais par qui ? A la lecture en termes de « guerre des générations », on peut en proposer une autre. Si les jeunes d'aujourd'hui connaissent toute leur vie durant le libéralisme, ils « trinqueront », en effet, toute leur vie durant comme « génération sacrifiée »... par le libéralisme.

Florence Audier, Laurence Lizé et Christophe Ramaux
Economistes
Université Paris I